

La démocratie à l'épreuve

Une nouvelle approche
de l'opinion des Français

sous la direction de
Gérard Grunberg, Nonna Mayer
Paul M. Sniderman

PRESSES DE SCIENCES PO

**Sous la direction de
Gérard Grunberg, Nonna
Mayer, Paul M. Sniderman**

La démocratie   l'épreuve

**Une nouvelle approche de l'opinion des
Français**

2002



**SciencesPo.
Les Presses**

Présentation

Abstentions record, montée des partis anti-système, mouvements sociaux à répétition, rejet des élites, les indices de mécontentement se multiplient en France. Annoncent-ils pour autant la faillite du politique, voire une crise de la démocratie ? Pour le savoir, cette enquête innove, en ajoutant aux questions classiques de sondage, des petites histoires, qui mettent en scène les valeurs démocratiques (liberté, justice, tolérance, etc.). Autant d'expériences qui permettent de mieux comprendre ce que signifie la démocratie pour les personnes interrogées, tout en testant la solidité et la cohérence de leurs convictions. Elles mettent, au sens plein du terme, la démocratie à l'épreuve. Les résultats vont à l'encontre des idées reçues. Ils montrent que, sur la démocratie, les citoyens « ordinaires » ont des opinions, stables et cohérentes, même s'ils n'ont pas fait d'études. Si la défiance à l'égard des dirigeants est réelle et profonde, si l'action collective protestataire (manifester, descendre dans la rue) paraît de plus en plus légitime, s'il y a une revendication de démocratie directe, ce rejet à l'égard de la « politique politicienne » ne remet pas en cause l'attachement aux valeurs démocratiques. Bref, les Français demandent plus de démocratie, ils la veulent plus sociale, plus forte, plus participative. Le problème est du côté de l'offre politique, de la capacité des partis et des élites à s'ouvrir et à se transformer.

Copyright

© Presses de Sciences Po, Paris, 2012.

ISBN numérique : 9782724681321

ISBN papier : 9782724608755

Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales.

S'informer

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information bimensuelle par courriel, à partir de notre site **Presses de Sciences Po**, où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue.

Avec le soutien du



www.centre nationaldulivre.fr



SciencesPo.
Les Presses

Table

Introduction (Gérard Grunberg *et al.*)

Chapitre 1. La consistance des opinions (Nonna Mayer)

Petits exercices de démocratie appliquée

La consistance des opinions

Les facteurs de variation

Les changements d'opinion

La persuasion

Chapitre 2. La dépolitisation en questions (Étienne Schweisguth)

Les attitudes à l'égard de la politique dans les démocraties occidentales

Quelles hypothèses explicatives ?

Le cas français : le clivage entre les générations

Chapitre 3. Les dimensions de la confiance (Nonna Mayer)

L'expérience de la centrale nucléaire

Les facteurs de la confiance

Les dimensions de la confiance

Chapitre 4. Le soutien à la démocratie représentative (Gérard Grunberg)

Les conditions du bon fonctionnement de la démocratie

Valeurs, orientations politiques et attitudes à l'égard de la démocratie

Le soutien à la démocratie représentative

Chapitre 5. La dynamique des générations (Gérard Grunberg)

Âge et démocratie

Effets d'âge ou effets de diplôme ?

Gauche, droite et démocratie

Chapitre 6. Intolérance et culture politique : la spécificité

française (Paul M. Sniderman et Simon Jackman)

La tolérance politique

Le pluralisme des intolérances

L'expérience dite du « tirage aléatoire »

Résultats

Modélisation des effets de la tolérance et de la « moindre préférence »

Chapitre 7. La fragmentation partisane (Jean Chiche *et al.*)

Fragmentation partisane et clivages sociaux

Fragmentation partisane et clivages idéologiques

L'espace idéologique global des partis politiques : un « pluralisme polarisé »

Liste des items des ACM présentés par rubriques

Ethnocentrisme

Chapitre 8. Argumentation et raisonnement politique (Paul M. Sniderman *et al.*)

La nature de l'opinion publique

Entretien de sondage et discussion politique

Le protocole de l'expérience

Les hypothèses

Les résultats

Sondages d'opinion et démocratie

Chapitre 9. Les connaissances politiques (Jean Chiche et Florence Haegel)

La construction d'un indicateur

Les logiques sociales de la connaissance politique : l'impact du genre

Les logiques partisanes et idéologiques de la connaissance politique

Jugement sur la démocratie et connaissance politique

Chapitre 10. Pour un usage apaisé des sondages (Emmanuel Rivière et Delphine Martelli-Banégas)

La recherche éperdue de la bonne question
La prédétermination des réponses
La mise en évidence du rôle des enquêteurs
L'opinion publique existe, parfois...
Les contraintes de production des sondeurs
L'illusion de l'objectivité du chiffre
Démocratie et sondages

Annexe 1. L'enquête Démocratie 2000

Annexe 2. Fac-similé du questionnaire

Annexe 3. Note méthodologique

Références bibliographiques

Introduction

Gérard Grunberg

Directeur de recherche au CNRS, directeur scientifique de Sciences Po

Nonna Mayer

Directrice de recherche au CNRS, CEVIPOF-Sciences Po Paris

Paul M. Sniderman

Professeur, Université de Stanford, président du Département de science politique

Abstentions record, montée des partis anti-système, mouvements sociaux à répétition, méfiance à l'égard des élites, autant d'indices d'une crise de la représentation en France. Signe-t-elle pour autant la faillite du politique ? Remet-elle en cause l'attachement des citoyens aux normes, aux procédures, aux valeurs de la démocratie représentative ? Traduit-elle plutôt la demande d'une autre forme de démocratie, plus sociale, plus participative, plus délibérative ? C'est à ces questions que ce livre se propose de répondre, à partir d'une enquête associant le Centre d'étude de la vie politique française et l'Université de Stanford. Trois ans de rencontres régulières et de débats souvent passionnés, entre chercheurs de culture et de formations très différentes, nous ont permis de mettre au point une enquête originale, combinant les acquis de la sociologie électorale française et de la *public opinion research* américaine, de la psychologie cognitive et de la modélisation statistique.

À la différence des sondages classiques, notre enquête ne se contente pas d'interroger sur des principes généraux, comme la liberté, la justice,

la tolérance, elle les met en scène sous forme de petites histoires : des policiers fouillent deux jeunes suspectés de transporter de la drogue, un maire veut interdire la mendicité dans sa commune, les pouvoirs publics hésitent à autoriser une manifestation qui risque d'être violente, des jeunes musulmanes veulent garder leur foulard sur la tête en classe. Autre différence par rapport aux enquêtes habituelles, où la même question est posée exactement de la même manière à tout l'échantillon, la nôtre, grâce à la souplesse du sondage téléphonique assisté par ordinateur, décline ces petites histoires sous plusieurs versions différentes. Ici les policiers fouillent deux jeunes, sans plus de précision, là ils fouillent deux jeunes maghrébins. Le maire qui veut interdire la mendicité peut être socialiste, RPR, FN ou sans étiquette. Le petit groupe qui prépare la manifestation violente est tantôt d'extrême gauche, tantôt d'extrême droite. Autant de paramètres susceptibles de faire varier les réponses dont on cherche à prendre la mesure. Enfin, si l'entretien de sondage classique cantonne l'enquêteur à un rôle de stricte neutralité, le nôtre est interactif. Le protocole de l'entretien prévoit que, dans certains cas, l'enquêteur propose à la personne interrogée des informations, des arguments, des contre-arguments, tente de la faire changer d'avis soit par la contradiction soit par la persuasion.

Soit au total une vingtaine de petites expériences – il y en a aussi sur les OGM, sur l'interdiction des sectes, sur l'enseignement des langues régionales à l'école, sur la parité, sur le risque nucléaire, etc. –, réalisées pour la première fois dans une enquête politique, qui rapprochent les conditions de formation et d'expression des opinions des sondés de celles de la vie réelle. Elles réintroduisent le débat, la discussion, voire le conflit. Ajoutées aux questions classiques, elles permettent de mieux comprendre ce que signifie la démocratie pour les personnes interrogées, tout en testant la solidité et la cohérence de leurs convictions. Elles mettent, au sens plein du terme, la démocratie à l'épreuve.

Cinq chapitres de l'ouvrage leur sont plus particulièrement consacrés. Le premier et le dernier en présentent les grandes lignes. Ils dressent le bilan de leur apport à la compréhension des modes de raisonnement politique (chap. 1) et plus largement, à la connaissance de l'opinion et à un meilleur usage des sondages (chap. 10). Quatre de ces expériences font l'objet d'un traitement plus détaillé. Celle dite de la « pommade » (chap. 1) étudie l'influence exercée par l'enquêteur dans un entretien de

sondage, quand il sort de la neutralité qui lui est habituellement impartie et instaure une relation de complicité avec l'enquêté pour l'inciter à exprimer une opinion antidémocratique. La « Coleman », ainsi nommée en hommage aux travaux du sociologue américain, analyse l'érosion de la confiance à l'égard des pouvoirs publics, testant la crédibilité d'une enquête sur le risque sanitaire au voisinage d'une centrale nucléaire selon le type d'acteur qui la conduit (chap. 3). L'expérience du « tirage aléatoire », inspirée des travaux de Sullivan sur la tolérance et la liberté d'opinion aux États-Unis, montre que la liberté d'opinion n'a pas la même définition ni la même extension en France. Ici, compte tenu de la tradition laïque et républicaine, les groupes politiques se voient nettement plus souvent reconnaître le droit de réunion que les groupes religieux, quelle que soit par ailleurs la sympathie de la personne interrogée à leur égard (chap. 6). Enfin celle de la contre-argumentation (chap. 8) reproduit expérimentalement les conditions de la conversation ordinaire, avec échange d'arguments, discussion et débat, sur le thème sensible de la hausse des indemnités de chômage. Au total, nos expériences démentent la thèse qui voudrait que l'opinion publique n'existe pas et que les opinions recueillies dans les enquêtes par sondage ne soient que des artefacts, de purs reflets de la méthode utilisée dépourvus de réalité propre. Sur la plupart des problèmes évoqués, les citoyens « ordinaires » ont des opinions, stables et cohérentes, même s'ils n'ont pas fait d'études ou ont peu de connaissances politiques. Si on peut les convaincre de changer d'avis dans nos expériences, c'est plutôt dans le sens d'une mise en cohérence avec leurs convictions morales et leurs choix politiques.

Les autres chapitres dressent un bilan détaillé de l'état de la démocratie en France. Par rapport au modèle idéal du citoyen démocratique, informé et actif, ils permettent de prendre la mesure de la dépolitisation des Français, comparée à celle des autres citoyens européens, qu'il s'agisse du recul de la participation électorale, de l'érosion du sentiment de proximité à l'égard des partis, ou de la baisse de l'intérêt pour la politique (chap. 2). Puis c'est le contenu même de la notion de démocratie, susceptible de tant d'interprétations différentes, qui est analysé à trois niveaux : celui des valeurs, celui des institutions et des procédures représentatives, celui des hommes et des femmes qui les incarnent. S'il y a consensus sur la légitimité de l'élection, on voit s'opposer deux conceptions différentes de la démocratie : la première se caractérise par une valorisation des procédures de la démocratie

représentative ; la seconde, elle, manifeste le souci d'une démocratie plus sociale et plus contestataire (chap. 4). Les jeunes apparaissent à la fois comme les plus distants à l'égard de la politique et des politiciens, les plus contestataires, mais aussi comme les plus attachés aux valeurs d'universalisme et de tolérance, les moins tentés par une solution autoritaire. La dynamique générationnelle contribue, sauf pour la minorité des jeunes les moins instruits, à renforcer l'attachement à la démocratie (chap. 5). Le chapitre 7 s'interroge sur la représentativité démocratique d'un système partisan extrêmement fragmenté. Il pointe le décalage existant entre les clivages sociaux, culturels ou idéologiques d'une part, les clivages partisans de l'autre, et montre comment la relative inadéquation de l'offre et de la demande politique peut constituer un facteur de fragilisation du lien partisan. Le chapitre 9, enfin, déconstruit la notion de « compétence » politique, en étudiant à part, ce qui n'a jamais été fait jusqu'ici, ce que savent réellement les citoyens et en montrant que le niveau de connaissance politique ne recoupe pas exactement le niveau de diplôme ni l'intérêt pour la politique. Et il met au jour, à diplôme et statut égaux, un rapport infiniment plus distant des femmes à la sphère du politique, manifestement investie de significations très différentes.

Comme toute enquête par sondage enfin, la nôtre reflète le moment où elle a été effectuée. Au printemps 2000, la cohabitation était plus sereine et plébiscitée par les personnes interrogées. Le chômage venait de passer sous la barre des 10 % et le moral des ménages était au beau fixe. C'était avant l'attentat du 11 septembre contre les Twin Towers. Et le jugement global porté sur le fonctionnement de la démocratie en France atteignait des records d'optimisme puisque 72 % des interviewés l'estimaient positif. Mais au-delà de cette conjoncture particulière notre enquête livre une tendance de fond perceptible dès les années 1990 mais qui depuis ne fait que s'affirmer : l'émergence du « citoyen critique ». Et plus profondément, elle met au jour les mécanismes fondamentaux d'appréhension et d'évaluation du politique, bref, le « raisonnement » démocratique.

Chapitre 1. La consistance des opinions

Nonna Mayer

Directrice de recherche au CNRS, CEVIPOF-Sciences Po Paris

Les limites des enquêtes par sondage sont connues. Les réponses dépendent de la manière dont les questions sont formulées et de la manière dont elles sont comprises d'un individu à l'autre. Elles sont tributaires du moment où elles sont posées. Tout le monde enfin n'a pas nécessairement une opinion sur tout, ou envie de la livrer. Pour les tenants du paradigme « minimaliste », illustré par les travaux d'un Pierre Bourdieu en France, d'un Philip Converse aux États-Unis, le public de masse serait globalement peu informé, ses capacités de raisonnement seraient faibles, et les opinions recueillies par les sondages, surtout dans le domaine politique, seraient souvent superficielles, instables et incohérentes, assimilables à des pseudo-attitudes ou « non-attitudes » (Converse, 1964 et 1971). Le développement récent des sciences cognitives a relancé le débat sur la manière dont se forment les opinions, en particulier politiques, dans le contexte particulier des enquêtes par sondage. L'Américain John Zaller (1992), notamment, propose un modèle explicatif plus sophistiqué qu'on peut qualifier de « constructionniste », qui insiste au contraire sur l'excès d'informations disponibles. Nous sommes exposés à un flot d'informations et de nouvelles, souvent contradictoires. Les personnes les plus intéressées par la politique font le tri, elles en retiennent ce qui va dans le sens de leurs valeurs et de leur orientation idéologique, de manière à la fois critique et sélective. Leurs réponses seront cohérentes et stables. Mais le public, dans sa grande majorité, prête peu attention à la politique et se fait son opinion à mesure qu'il découvre les questions, puisant dans le stock d'informations disponibles en fonction de ce qu'il a en tête à cet instant. La même question posée à un autre moment du questionnaire ou d'une autre manière est susceptible de susciter une tout autre réponse. À partir de prémisses distinctes, les conclusions de John Zaller

rejoignent donc celles des minimalistes.

Face à ces critiques, il y a deux manières de réagir. La première est de faire le procès des sondages et de délégitimer leurs usages. En France, en particulier, le débat a très tôt glissé du terrain scientifique au terrain politique et à la critique de la démocratie représentative. Le sondage d'opinion et le suffrage universel sont accusés du même biais atomistique : croire que l'opinion réelle se réduit à la simple addition des opinions individuelles, qu'on les recueille dans l'urne ou dans le face-à-face de l'enquête par sondage^[1]. Ce glissement a sans doute contribué à figer sur leurs positions ceux qui critiquent les sondages d'opinion sans en faire, et ceux qui en font sans assez remettre en cause la technique. Une voie alternative est de vérifier systématiquement l'effet de la formulation et de l'enchaînement des questions sur les réponses, pour éventuellement modifier l'instrument. En réaction contre le paradigme minimaliste et ses derniers avatars, un large courant de recherche et d'expérimentation sur l'opinion publique s'est développé aux États-Unis^[2]. Des travaux plus récents, comme ceux de Page et Shapiro (1992), Popkins (1991) ou Sniderman (1991), remettent en cause les techniques de recueil et d'analyse des opinions sur lesquelles s'appuient ces conclusions et mettent en évidence une rationalité, même limitée, des électeurs, ainsi que des rationalités différentes selon les publics, selon les enjeux, selon le contexte de questionnement dans lequel l'opinion est émise. Les expérimentations en ce domaine ont bénéficié du recours croissant au sondage par téléphone assisté par ordinateur (CATI ou *computer assisted telephonic interviewing*), qui permet, plus facilement que le questionnaire imprimé administré en face en face, de varier les questions, leur ordre, leur formulation d'une personne interviewée à l'autre, et de tester les effets du contexte. Il y a la technique du *stop and think*, qui demande au sondé de prendre son temps et de réfléchir avant de répondre, celle du « sondage argumentatif », où l'intervieweur prend le contre-pied de l'opinion émise pour tester sa cohérence, celle dite de la « manipulation de la source », présentant l'opinion comme avalisée par telle ou telle personnalité ou organisation politique. Il y a encore le sondage « délibératif » (voir Fishkin, 1993 et 1995)^[3], qui consiste à interroger un panel sur un problème, puis à le ré-interroger après avoir fourni à ses membres des informations sur le sujet, dont ils débattent par petits groupes. Et bien d'autres expériences encore^[4], qui ont toutes en commun de vouloir rapprocher les conditions d'expression des opinions de celles de la vie

réelle, de réintroduire la réflexion et le débat, voire le conflit dans le face-à-face de l'entretien de sondage. C'est dans ce courant que s'inscrit notre enquête, profitant de l'expertise de Paul Sniderman et de son équipe en la matière.

Petits exercices de démocratie appliquée

L'enquête comprend donc deux parties distinctes. À côté des questions classiques sur le rapport à la politique, l'attachement aux valeurs démocratiques, la confiance dans le gouvernement et les institutions représentatives, qui permettent de suivre l'évolution des attitudes dans le temps et de comparer avec les sondages classiques, elle inclut une vingtaine d'expériences, inspirées de celles que Paul Sniderman a utilisées dans ses travaux sur le racisme et sur le raisonnement politique, et adaptées au contexte français et à l'objet de notre enquête : le rapport des Français à la démocratie. Sans les présenter toutes, on en rappelle ici le principe et la justification^[5].

Mettre en scène

Plutôt que de se référer à des notions abstraites et décontextualisées, la plupart racontent des petites histoires qui mettent en scène les pouvoirs publics confrontés aux problèmes du moment, et les conflits éventuels de droits et de valeurs qu'elles sont susceptibles de générer. La personne interrogée doit dire ce qu'elle en pense. Est-il légitime qu'un maire, dans sa commune, prenne un arrêté pour interdire la mendicité, que des policiers fouillent des jeunes gens soupçonnés de trafic de drogue, que les pouvoirs publics interdisent une manifestation au nom du maintien de l'ordre ? Faut-il interdire les sectes ? Doit-on reconnaître aux Corses ou aux Bretons le droit pour leurs enfants de suivre une partie des enseignements scolaires dans leur langue régionale ? Aux jeunes musulmanes celui de garder leur foulard sur la tête dans la salle de classe ? Faut-il prendre le risque de développer les OGM (organismes génétiquement modifiés) ?

Le second principe de ces expériences, grâce à la souplesse du CATI, est de se décliner en plusieurs – deux, quatre, parfois dix-huit – versions différentes, qui font varier le contexte de la question en prenant en

compte les divers paramètres susceptibles de peser sur l'opinion de l'enquêté(e). La combinaison est choisie de façon aléatoire par l'ordinateur, sans intervention de l'enquêteur et sans que la personne interrogée connaisse l'existence des autres versions. Par exemple, la question sur l'enseignement de langues minoritaires à l'école est posée sous quatre formes différentes, découpant l'échantillon initial en quatre sous-groupes statistiquement indépendants de taille égale (*split sampling*). Dans le premier, elle porte sur l'enseignement du corse, dans le second sur celui du portugais, dans le troisième sur celui de l'arabe et dans le quatrième sur celui du breton. Les organisateurs de la manifestation interdite sont présentés tantôt comme d'extrême droite, tantôt comme d'extrême gauche, tantôt sans étiquette politique. Le maire qui prend un arrêté anti-mendicité peut être socialiste, RPR, Front national ou sans étiquette, etc.

Argumenter

Une autre particularité des expériences est de s'écarter de la neutralité habituellement exigée du questionnaire et de l'enquêteur. Au lieu de laisser l'individu décider seul entre les modalités de réponse proposées, on l'aide à prendre sa décision, en lui fournissant des arguments tirés des débats du moment autour de ces questions. Sur le problème de l'interdiction des sectes, par exemple, une partie de l'échantillon se verra proposer la question de manière neutre, sans argument. Une autre partie se verra poser la même question assortie d'un argument en faveur de l'interdiction (« certains disent que les sectes sont dangereuses pour les personnes sans défense »), une autre aura un argument contre l'interdiction (« certains disent qu'il faut à tout prix respecter les croyances de chacun ») et une autre, enfin, aura les deux arguments (« certains sont pour, ils disent que... », « certains sont contre, ils disent que... »). De même, la question sur le port du foulard par les jeunes musulmanes décline des paires d'arguments pour et contre, allant du principe de laïcité à la liberté religieuse en passant par le droit des femmes et la nécessité de s'intégrer dans la société française.

Deux expériences, une sur la parité, l'autre sur la hausse éventuelle des indemnités de chômage (voir *infra*, chap. 8), vont plus loin encore pour tester le degré de conviction des répondants, en cherchant délibérément à faire changer d'avis la personne interrogée. Si celle-ci se dit favorable à la parité, on lui repose la question après lui avoir fourni un argument

contraire sur le thème de la compétence : « Ceci dit, le problème n'est pas d'élire des hommes et des femmes, mais de choisir les meilleurs candidats. Vous pensez malgré tout que c'est une bonne idée ? » Si la personne est contre la parité, on lui fournit au contraire un argument en sa faveur, celui du nombre : « Ceci dit, il y a très peu de femmes au Parlement, alors qu'elles représentent plus de la moitié de l'électorat. Vous pensez malgré tout que ce n'est pas une très bonne idée ? » L'expérience sur la hausse des indemnités de chômage est construite sur le même modèle, opposant à ceux qui sont favorables à la hausse deux types d'arguments qui militent contre, l'un de pure forme (argument vide), l'autre logiquement fondé (argument plein), tandis qu'inversement deux arguments favorables à la hausse sont proposés à ceux qui s'y disent hostiles.

Inciter

Toujours pour tester la degré de stabilité et d'enracinement des opinions, la dernière expérience, dite de la « pommade », joue sur le contexte de relations interpersonnelles qui s'établit entre un(e) intervieweur(e) A et un(e) interviewé(e) B et sur la capacité de A à influencer la réponse de B. Elle s'inspire d'une question utilisée par Louk Hagendoorn et Paul Sniderman dans une enquête expérimentale sur le racisme en Hollande, dite de l'« intervieweur sympa ». Pour inciter les sujets à s'exprimer librement sur ce sujet sensible, à la fin de l'entretien, dans une moitié de l'échantillon, les enquêteurs avaient pour consigne de manifester leur soutien à la personne interrogée, pour l'inciter soit à dire que les immigrants posaient plus de problèmes qu'on ne voulait bien le dire, soit qu'ils en posaient plutôt moins. Dans l'autre moitié de l'échantillon, qui servait de groupe témoin, les deux modalités de la question étaient posées de manière normale, sans intervention des enquêteurs. Les questions étaient donc formulées avec ou sans le préambule qui apparaît ici en italique : « *Nous sommes à la fin de l'entretien. Je voudrais juste vous dire que j'ai vraiment apprécié de parler avec vous et que vos réponses nous seront très utiles.* Ne pensez-vous pas que les minorités ethniques sont, en fait, responsables de beaucoup plus (ou : "beaucoup moins") de problèmes sociaux que ce qu'on dit généralement ? » Dans le groupe où les enquêteurs se montraient « sympa », comparé à celui où la question était posée sans ambages, la proportion de répondants d'accord pour juger que les

immigrés créaient plus de problèmes qu'on ne veut bien le dire augmentait de 6 points et, à l'inverse, celle des répondants d'accord pour juger qu'ils en créaient moins augmentait de 9 points (Hagendoorn, Sniderman, 2001). L'expérience montrait donc la variabilité de l'expression des préjugés selon le contexte.

Nous avons essayé de transposer cette expérience à l'évaluation du niveau de liberté et de démocratie en France. Tout à la fin de l'interview, on pose à une moitié de l'échantillon une question sur le sentiment qu'il y a « trop de liberté » en France, à l'autre moitié sur le sentiment qu'il y a « trop de démocratie ». Dans chaque sous-échantillon, ces questions peuvent être posées de deux manières différentes. Dans le premier groupe, l'enquêteur met la « pommade ». Il avertit que l'entretien se termine : « Nous arrivons à la fin », suggérant implicitement qu'on change de registre, qu'on peut parler *off*, plus librement. Sur un ton plus personnel, il complimente son interlocuteur sur ses réponses, manifeste son soutien : « Je voulais vous dire que j'ai beaucoup apprécié cet entretien et que vos réponses nous seront très utiles. » Enfin comme s'il devinait sa pensée, il l'incite à admettre qu'il y a effectivement « trop de liberté (ou de démocratie) en France », en le décomplexant à l'avance : « Finalement, ne pensez-vous pas, contrairement à ce qu'on entend souvent dire, que le vrai problème en France, c'est qu'il y a trop de liberté (ou de démocratie) ? » Dans le second groupe, qui sert de groupe de contrôle, la question est posée sans « pommade » : « Nous arrivons à la fin de l'entretien. Je voulais vous poser une dernière question. Pensez-vous qu'il y a trop de liberté (ou : trop de démocratie) en France ? »

Tels sont les grands traits de ces expériences. En dehors du fait que chacune renvoie à un débat théorique, qui leur donne souvent leur nom – l'expérience de la centrale nucléaire est baptisée « Coleman », en hommage à ses travaux sur la confiance politique, celle sur la tolérance « Sullivan » parce qu'elle vérifie ses hypothèses sur les fondements de la tolérance, etc. –, elles représentent une innovation méthodologique importante. Elles ont été longuement testées dans deux séries préliminaires de cent entretiens de contrôle chacune, écoutés et analysés en direct, et plusieurs fois remaniées avant de trouver leur forme définitive ! Elles ont nécessité, en particulier pour « la pommade », un travail particulier de sensibilisation, de formation et de *débriefing* des enquêteurs et des enquêtrices, dont la coopération a été déterminante. Sans leur conscience professionnelle et leur implication, elles n'auraient

pu réussir. En outre, elles feront ultérieurement l'objet d'un travail méthodologique plus poussé, puisque nous avons intégralement enregistré cent entretiens de sondage, pour analyser en profondeur le niveau de compréhension des questions, le nombre, la nature et l'effet des relances des enquêteurs, l'influence éventuelle de leur âge et de leur sexe, et le registre d'argumentation utilisé, tant par les enquêteurs que par les enquêtés, tout au long de la passation du questionnaire. Il y a trente ans, Pierre Bourdieu pointait à juste titre « un décalage considérable entre l'opinion que les gens produisent dans une situation artificielle comme celle de l'enquête et celle qu'ils produisent dans une situation plus proche des situations de la vie quotidienne où se confrontent et se confirment les opinions [...] » (Bourdieu, 1973, p. 1304). Il estimait que « l'enquête d'opinion serait plus proche de la réalité si on transgressait complètement les règles de l'objectivité et si on donnait aux gens les moyens de se situer comme ils se situent réellement dans la pratique réelle, c'est-à-dire par rapport à des opinions déjà formulées » (*ibid.*, p. 1303). C'est exactement ce que nous avons cherché à vérifier dans cette enquête pas tout à fait comme les autres, destinée à mieux cerner la structure, la cohérence et la stabilité des attitudes à l'égard de la démocratie.

La consistance des opinions

L'école minimaliste considère que, dans sa majorité, le grand public est ignorant et peu intéressé par les questions politiques, n'a pas de véritable opinion sur le sujet et répond n'importe quoi pour faire plaisir à l'enquêteur. Pour les constructionnistes, comme Zaller en particulier, on l'a vu, les réponses aux questions de sondage dépendent au premier chef de la manière dont la question est présentée et cadrée (effet de *framing*) (voir Sniderman et Thérault, 1999). Ce serait vrai surtout pour les moins instruits et les moins intéressés par la politique, qui construiraient leur opinion au fur et à mesure du questionnement, en fonction des *stimuli* auxquels ils sont confrontés plutôt que sur la base d'attitudes préexistantes (Zaller, 1992, p. 33 et suiv.). Or nos expériences montrent que ce n'est pas si simple. Sur un certain nombre de problèmes, qui ont fait l'objet de débats et de prises de position publics, et qui touchent à des libertés fondamentales, nos interviewés,

même s'ils n'ont pas fait d'études, même s'ils n'ont que peu d'intérêt ou de connaissance politiques, manifestent une opinion que nos expérimentations ne font quasiment pas varier.

L'interdiction de la mendicité

Ainsi, l'atteinte à la liberté d'aller et venir que constitue l'interdiction de la mendicité est massivement condamnée, quelle que soit la couleur politique du maire. Que l'intitulé de la question précise ou non son étiquette et, dans ce dernier cas, qu'il soit de droite ou de gauche ne change rien à l'affaire. Au moins les deux tiers des répondants, dans les quatre sous-groupes définis par l'expérience, expriment leur désaccord. La seule variation observée concerne le groupe à qui on dit que c'est un maire FN, la proportion de ceux qui condamnent cette politique atteignant alors les trois quarts de l'échantillon. Malgré son éclatement et le tassement de son influence électorale, l'extrême droite joue toujours le rôle de repère négatif dans le champ politique français. Tout se passe comme si faire la chasse aux mendiants était déjà majoritairement perçu comme un mal en soi, et que l'étiquette FN du maire fournissait un indice supplémentaire, à des personnes qui n'ont pas nécessairement un avis sur la question posée, mais savent une chose, qu'elles ne sont pas d'accord avec les idées du FN. L'effet FN, en l'occurrence, est de 7 points, faisant passer les opinions hostiles à l'interdiction de la mendicité de 67 à 74 %. On a là un exemple de raisonnement politique sur la base d'un raccourci ou *shortcut* cognitif.

Tableau 1 - L'interdiction de la mendicité

(en %)

| | Certains maires | Certains maires socialistes | Certains maires RPR | Certains maires FN |
|--------------------------------------|--------------------|-----------------------------------|------------------------|-----------------------|
| Tout à fait/plutôt d'accord | 32 | 31 | 32 | 25 |
| Plutôt pas/pas du tout d'accord | 67 | 67 | 67 | 74 |
| SR | 1 | 2 | 2 | 1 |
| | (552) | (521) | (512) | (563) |

« Certains maires ont proposé d'interdire la mendicité dans les rues de leur ville, êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec cette proposition ? »

La suppression des allocations familiales

L'idée de supprimer les allocations familiales aux familles de mineurs délinquants divise plus l'opinion, peut-être parce que la question est formulée de manière plus équilibrée, avec deux arguments pesant le pour et le contre, l'un favorable (responsabiliser les familles), l'autre hostile (le risque d'aggraver les difficultés de ces mêmes familles). En l'absence d'indice politique (l'étiquette des responsables), une courte majorité se prononce contre une telle interdiction (54 %). Et, comme dans l'exemple précédent, le rejet est maximal si la mesure est censée être prise par un responsable du FN : 62 % des répondants jugent alors la mesure inefficace.

Tableau 2 - La suppression des allocations familiales

(en %)

| | Certains responsables politiques | Certains responsables RPR | Certains responsables PS | Certains responsables FN |
|---------------------------------------|----------------------------------|---------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Très/plutôt efficace | 45 | 47 | 50 | 37 |
| Plutôt pas/pas du tout efficace | 54 | 51 | 50 | 62 |
| SR | 1 (538) | 2 (528) | 0 (532) | 1 (550) |

« Certains responsables politiques ont récemment déclaré qu'il fallait supprimer les allocations aux familles de mineurs délinquants pour obliger les parents à se sentir responsables. D'autres pensent que ça ne fera qu'aggraver la situation déjà difficile de ces familles. À votre avis, supprimer les allocations aux familles de mineurs délinquants ce serait une mesure très efficace pour lutter contre la délinquance, plutôt efficace, plutôt pas efficace ou pas du tout efficace ? »

Le port du foulard à l'école

Une majorité plus nette encore – autour de 70 % – se dégage pour condamner le port du foulard à l'école par les jeunes musulmanes. Ce refus quasi unanime se maintient malgré la très grande diversité d'arguments retenus, invoquant tour à tour la laïcité, la liberté religieuse, les droits des femmes et le souci d'intégration de ces jeunes filles.